

15 novembre 2006 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Message de M. Jacques Chirac, Président de la République, lu par Mme Nelly Ollin, ministre de l'écologie et du développement durable, sur le rôle de la France dans la lutte contre le changement climatique, à Nairobi le 15 novembre 2006.

Monsieur le Président,
Monsieur le Président de la conférence,
Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs de délégations,
Mesdames et Messieurs,

Vous êtes réunis à Nairobi pour prendre les décisions qui s'imposent face au dérèglement climatique. J'ai souhaité vous faire part de la grande inquiétude et de la détermination de la France.

Le récent rapport de M. Nicholas Stern chiffre pour la première fois le coût impressionnant de l'inaction. Il démontre, s'il en était besoin, l'urgence d'une action collective immédiate et ambitieuse. Et la vérité, c'est que la mobilisation internationale demeure terriblement insuffisante.

Certes, plus de 160 pays ont ratifié le Protocole de Kyoto. Mais sa mise en oeuvre est aujourd'hui gravement compromise, alors même qu'il traduit un engagement minimal.

Elle est compromise par les grands pays industrialisés qui ont refusé d'entrer dans la logique de l'action collective et laissent croître leurs émissions de gaz à effet de serre.

Elle est compromise par ceux qui l'ont ratifié et qui reviennent maintenant sur leur engagement ou qui n'en respectent pas les dispositions.

Elle est compromise par tous ceux qui, pays industrialisés ou pays émergents, refusent la perspective d'engagements chiffrés sur le long terme.

Elle est compromise par tous ceux qui prétendent que de vagues engagements volontaires ou un miracle technologique suffiront à résoudre le problème.

La France a pris toutes ses responsabilités. Parce que continuer à ne rien faire serait irresponsable. Ce serait laisser le changement climatique devenir une menace non seulement au développement, mais même à la paix et à la sécurité internationales.

C'est pourquoi la France veille à respecter rigoureusement les obligations qu'elle a contractées aux termes du Protocole de Kyoto. Ses émissions de CO₂, qui représentent moins de 40 % de la moyenne des pays de l'OCDE, sont stabilisées. Pour le long terme, elle s'est engagée à les réduire de 75 % d'ici à 2050. Nous disposons, avec le rapport sur le "Facteur 4" de Christian de Boissieu, des données qui démontrent que c'est réalisable sur le plan économique, sans peser sur la croissance. D'ores et déjà, la France prépare les mesures incitatives et réglementaires nécessaires à la réalisation de cet objectif.

Le Protocole de Kyoto n'est en effet qu'un premier pas. Un nouveau cadre d'action est nécessaire pour la période qui commence en 2012. Avec l'Union européenne, la France propose l'établissement d'un régime multilatéral efficace et renforcé.

Il devra fixer des engagements de réduction des émissions encore plus ambitieux pour tous les pays industrialisés à partir de 2012.

Il devra mieux associer les pays émergents, dont les émissions croissent rapidement, et les

conduire à adopter des modèles de croissance économique plus sobres en carbone. Les transferts de technologie devront être facilités vers ceux qui se seront engagés.

Il devra adopter un régime d'aide à l'adaptation des pays les plus pauvres au changement climatique.

Il devra, mieux encore que le Protocole de Kyoto, combiner le recours aux instruments de marché et le recours à la fiscalité et aux engagements réglementaires.

Mesdames, Messieurs,

Sous prétexte que les catastrophes annoncées ne se sont pas réalisées, certains voudraient qu'on s'abstienne d'agir, voudraient maintenir l'illusion qu'ils pourront s'exonérer de l'effort commun comme par enchantement.

Mais l'alternative n'est pas entre la croissance économique et la lutte contre le changement climatique. Elle est entre la catastrophe climatique et un développement respectueux de l'environnement.

Cessons donc de voir dans la lutte contre les changements climatiques une contrainte !

Confrontés à la dégradation du climat et à la raréfaction des ressources naturelles, comprenons que l'avenir est à ceux qui inventeront un mode de croissance économique qui restaure les équilibres écologiques de la planète.

Mesdames et Messieurs,

Je réunirai à Paris, en février 2007, ceux qui veulent être à l'avant-garde d'une mobilisation internationale pour porter cette vision de notre avenir commun. Je forme le vœu que vos travaux, ici à Nairobi, s'inscrivent dans cette ambition, au service des générations futures.

Je vous remercie.